

COMMUNICATION SUR LE PROGRÈS 2015-2016



COMMUNICATION ON
PROGRESS

This is our **Communication on Progress** in implementing the principles of the **United Nations Global Compact** and supporting broader UN goals.

We welcome feedback on its contents.



gecina

Bien plus que des mètres carrés

Déclaration de soutien continu au Pacte Mondial par le Président

A nos parties prenantes,

Gecina s'est engagé en décembre 2013 auprès du Pacte Mondial des Nations Unis à soutenir les dix principes favorisant les droits de l'Homme, les droits du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.

Le thème de la protection de l'environnement a été le sujet majeur en 2016 avec le lancement de la Feuille de Route Climat de Gecina. Afin de tenir compte de tous les points de vues utiles à l'efficacité de sa démarche, celle-ci a mobilisé des experts du climat, des représentants d'ONG, des décideurs du secteur du bâtiment ainsi que de nombreux collaborateurs de Gecina représentant toutes les fonctions de l'entreprise. Son impact est majeur et toutes les dimensions de l'entreprise sont concernées avec des objectifs particulièrement ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'en 2030 et de neutralité de son parc en exploitation dès 2017.

L'inclusion territoriale et l'économie du partage ont également été des thèmes d'innovation très important de Gecina durant l'année 2016 et constituent un axe d'évolution important pour les prochaines années.

Je suis ainsi heureux de réaffirmer cet engagement car depuis plus de dix ans, Gecina fait de la RSE un levier de croissance, en les intégrant dans l'organisation et la stratégie de l'entreprise.

Bernard Michel,
Président de Gecina



gecina

Bien plus que des mètres carrés

1. **Veillez indiquer le titre de votre communication**
✓ Communication sur le Progrès 2015-2016
2. **La Communication sur le Progrès (COP) est sous le format suivant :**
✓ Un document autonome
3. **Quelle est la période couverte par votre COP ?**
✓ La présente COP 2015- 2016 reprend les données et informations quantitatives relatives à l'exercice 2015 qui sont publiées dans le Document de référence 2015.
4. **Votre COP contient-elle une déclaration de soutien continu au Global Compact des Nations Unies et ses principes, de la part du Président-directeur général (du propriétaire ou du président dans le cas d'une petite entreprise) ?**
✓ Oui
5. **Votre COP contient-elle une description des politiques ou des actions mises en œuvre par votre société dans les domaines ci-dessous ?**

Droits de l'Homme	Droit du travail	Environnement	Lutte contre la corruption
<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non

6. **Votre COP contient-elle des indicateurs de mesure des résultats ?**
✓ Oui
7. **Comment votre organisation partage-t-elle sa COP avec ses parties prenantes ?**
✓ A travers le site web de UN Global Compact
✓ La COP est facilement accessible à toutes les parties intéressées (par exemple via son site internet)
8. **Comment l'exactitude et le périmètre des informations dans votre COP sont-ils évalués par un tiers crédible ?**
✓ Les informations sont passées en revue par de multiples parties prenantes (par exemple, les représentants de groupes prioritaires dans l'analyse de parties prenantes)
✓ Les informations sont passées en revue par un panel de pairs (par exemple, les membres de la même industrie, des concurrents, des leaders évalués, ou d'autres organisés par le Réseau Local du Global Compact).
✓ Les informations sont assurées par des assureurs indépendants (par exemple, cabinet analytique ou de conseil) utilisant des standards reconnus (par exemple, ISAE3000, AA1000AS, ou autre normes nationales ou spécifiques à une industrie)

- ✓ Autres bonnes pratiques établies ou naissantes :
 - les informations dans la présente COP sont vérifiées par les Commissaires aux Comptes (Mazars et PwC) et le contrôle interne pour les informations financières, par un Organisme tiers indépendant accrédité par la COFRAC (Mazars) pour les informations extra-financières et Oxea plus particulièrement pour les informations liées à la sécurité et la maîtrise des risques. Le niveau de vérification est précisé dans le Document de référence 2015 page 295-297.
 - La présente COP fait l'objet d'une revue par un panel de pairs membre du réseau Global Compact France afin d'obtenir le niveau « Advanced »

9. Votre COP intègre-t-elle des hauts standards de transparence et divulgation suivants ?

- ✓ Appliquer les lignes directrices du GRI (Global Reporting Initiative)
- ✓ Être en conformité avec l'option «critères essentiels» du GRI G4
- ✓ Appliquer des éléments du Cadre de référence international portant sur le reporting intégré
- ✓ Autres bonnes pratiques établies ou naissantes :
 - Le reporting de Gecina répond de la même manière aux standards définis par la loi Grenelle II et les référentiels sectoriels (France GBC, EPRA) et internationaux (ISO 26000) ;
 - Pour enrichir ce reporting, Gecina tient également compte des retours d'expériences issus des questionnaires des agences de notation telles que Carbon Disclosure Project (CDP), RobecoSAM, Oekom, Vigeo...

- ✓ Fournir des informations sur le profil et le contexte opérationnel de l'entreprise :

Gecina détient, gère et développe un patrimoine immobilier de 11,7 milliards d'euros au 1er juillet 2016 situé à 97% en Ile-de-France et 100% en France. Société d'Investissement Immobilier Cotée (SIIC) sur Euronext Paris, la foncière a intégré les indices SBF 120, Euronext 100, FTSE4Good, DJSI Europe et World, Stoxx Global ESG Leaders et Vigeo, et oriente son activité autour du premier patrimoine de bureaux de France et d'un pôle de diversification composé d'actifs résidentiels et de résidences étudiants. Pour l'exercice 2015, le revenu locatif était de 574 millions d'euros pour l'exercice 2015.

Critère 1 : La COP décrit l'intégration dans les fonctions stratégiques et les unités opérationnelles

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Donner la responsabilité exécutive de la stratégie RSE aux fonctions pertinentes
 - ✓ Aligner la stratégie, objectifs, et formes d'incitation de toutes les filiales et unités opérationnelles avec la stratégie RSE
 - ✓ Attribuer la responsabilité en matière RSE à un individu ou un groupe dans chaque unité ou filiale
 - ✓ Autres bonnes pratiques

L'implication du top management

Recouvrant les 10 principes du Pacte Mondial, la politique RSE de Gecina a été partagée avec le Conseil d'Administration le 20 octobre 2014.

La politique et les résultats en matière de RSE sont suivis par le Comité Stratégique et le Comité des Risques pour les aspects de gestion des risques liés à la RSE – tous deux sont des Comités du Conseil d'Administration. Depuis juillet 2016, la Direction RSE est rattachée à la Direction Transformation, Marketing et RSE, dont la Directrice est membre du Comité Exécutif depuis le 1er janvier 2016. La Directrice RSE est membre du Comité de Direction et portent toutes deux la RSE lors de ces instances.

Le système des objectifs RSE

Des objectifs RSE, alignés sur les indicateurs clés de performances, sont fixés dans chaque direction opérationnelle et transverse. Ces critères RSE représentent entre 2% et 15% du total des quatre critères de détermination des objectifs

L'intégration aux métiers et directions opérationnelles

La définition des objectifs et plans d'actions RSE est réalisée par la DRSE qui coordonne également la réalisation de ces derniers et suit l'atteinte des résultats. Le rattachement de la RSE au sein de la Direction Transformation, Marketing et RSE et son intégration au Comité de Direction visent à favoriser la prise de décision en charge opérationnelle des sujets environnementaux et sociaux par les métiers. Des comités de pilotage spécifiques se tiennent dans les deux directions les plus particulièrement concernées : la Direction du Patrimoine Immobilier et le Secrétariat Général

p. 207 du document de référence 2015

p. 259 du document de référence 2015

p. 204-205 du document de référence 2015

Le développement des compétences RSE des collaborateurs par des formations adaptées à leur métier
Depuis 2014, le dispositif de formation a progressivement intégré la RSE dans l'ensemble des thématiques proposées. En parallèle des formations spécifiques proposées (énergie, certification, achats responsables, handicap etc.), 17,7% des heures de formation ont intégré des thématiques RSE (dispensées à 63 % des salariés de l'entreprise).

p. 259 du document de référence 2015

Critère 2 : La COP décrit la mise en œuvre dans la chaîne de valeur

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Analyse attentive de chaque segment de la chaîne de valeur, en amont et en aval, en dressant la carte des risques, opportunités et impacts
- ✓ Communiquer les politiques et attentes envers les fournisseurs et autres partenaires professionnels
- ✓ Mettre en œuvre des mécanismes de surveillance et d'assurance (audits, contrôles) pour la conformité des pratiques dans la sphère d'influence de l'entreprise
- ✓ Sensibilisation, formation et autres types de renforcement des compétences avec les fournisseurs et autres partenaires professionnels
- ✓ Autres bonnes pratiques

La relation avec les fournisseurs : les achats responsables
(voir aussi les critères 3, 4, 5)
Gecina a mis en place dès 2013 une stratégie achats responsables et des plans d'actions par familles d'achats. Ainsi une charte d'achats responsables a été élaborée et signée par 91% des fournisseurs en 2015. Afin d'évaluer la performance RSE de ses fournisseurs, Gecina a adressé en 2014 et 2015 à 239 fournisseurs actifs représentant 36% des signataires de la charte d'achats responsables, un questionnaire d'évaluation sur leur politique RSE. En fonction des résultats, des rencontres avec les fournisseurs sont proposées et des plans d'actions mis en place. En 2015, le taux de réponse était de 82%.

p. 290 du document de référence 2015

Pour lutter contre le travail illégal, Gecina a renforcé sa procédure de référencement des fournisseurs. Actradis.fr assure, dans ce cadre, la collecte, la vérification, la mise en ligne et la mise à jour des documents ciblés par la loi (articles L. 8222-1 et L. 8254-1 du Code du travail).

p. 291 du document de référence 2015

La relation avec les clients

La performance environnementale est un élément clé du modèle d'affaire de Gecina, de la conception au développement des offres immobilières et de la valorisation du patrimoine de l'entreprise (voir les critères 9, 10, 11). Pour répondre aux attentes des clients identifiés dans l'étude barométrique Groupe 2013, Gecina a créé un espace client en sécurisé en ligne visant à faciliter les échanges et le suivi des demandes. Cet outil est en cours de déploiement depuis 2015. Gecina a également lancé une étude sur « l'immeuble de bureau de demain » pour anticiper dès la conception de ses immeubles, les mutations et les besoins futurs de ses clients. Le travail de cahier des charges est en cours de finalisation.

p. 280 - 281 du document de référence 2015

p. 280 - 281 du document de référence 2015

La relation avec les collaborateurs

(voir aussi les critères 6, 7, 8)

Les principes du Global Compact sont présents dans la relation que l'entreprise entretient avec ses collaborateurs à travers divers aspects : respect et protection des principes de l'OIT et des droits de l'homme (relations avec les partenaires sociaux, politique de diversité, accord sur le harcèlement au travail, le règlement intérieur etc.), le développement des politiques de diversité etc.

p. 283 du document de référence 2014

La relation avec les parties prenantes

(voir aussi le critère 21)

La relation avec les parties prenantes s'inscrit au cœur de la stratégie RSE de Gecina : l'entreprise veille à intégrer les recommandations de l'ensemble des représentants de ses parties prenantes afin d'identifier les risques et les opportunités pour chacun de ses enjeux.

p. 280 - 286 du document de référence 2015

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME

Principe N°1 : promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme

Principe N°2 : veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme

Critère 3 : La COP décrit des engagements, stratégies et ou politiques précis dans le domaine des Droits de l'Homme

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagement de se conformer à toutes les lois en vigueur et respecter les droits de l'homme internationalement reconnus, partout où l'entreprise opère
- ✓ Déclaration d'engagement intégrée ou séparée pour le respect et le soutien des droits de l'homme, approuvée au plus haut niveau de l'entreprise
- ✓ Déclaration d'engagement stipulant les attentes concernant les droits de l'homme envers le personnel, les partenaires, les autres parties prenantes, les produits et services
- ✓ Déclaration d'engagement disponible publiquement, communiquée en interne et externe à toutes les parties prenantes
- ✓ Autres bonnes pratiques

Le périmètre des opérations de Gecina : France

100% des opérations de Gecina sont effectuées en France et tous ses salariés sont soumis à la législation française.
L'entreprise respecte la loi ainsi que les principes des droits de l'Homme internationalement reconnus sur l'ensemble de son périmètre d'activité directe.
En complément, Gecina s'emploie à élargir son périmètre d'influence au-delà de ses activités directes, tout au long de sa chaîne de valeur, avec ses fournisseurs et ses clients.

L'engagement auprès du Pacte Mondial

En 2013, le Président de Gecina, Bernard Michel a formalisé l'engagement de l'entreprise dans le respect et le soutien des dix principes du Pacte Mondial. Cet engagement est annuellement renouvelé.

p. 4 du document de référence 2015

[https://www.unglobalcompact.org/system/commitment_letters/29221/original/Gecina -
_Lettre_d'adh%C3%A9sion_Pacte_Mondial.pdf?1386941659](https://www.unglobalcompact.org/system/commitment_letters/29221/original/Gecina_-_Lettre_d'adh%C3%A9sion_Pacte_Mondial.pdf?1386941659)

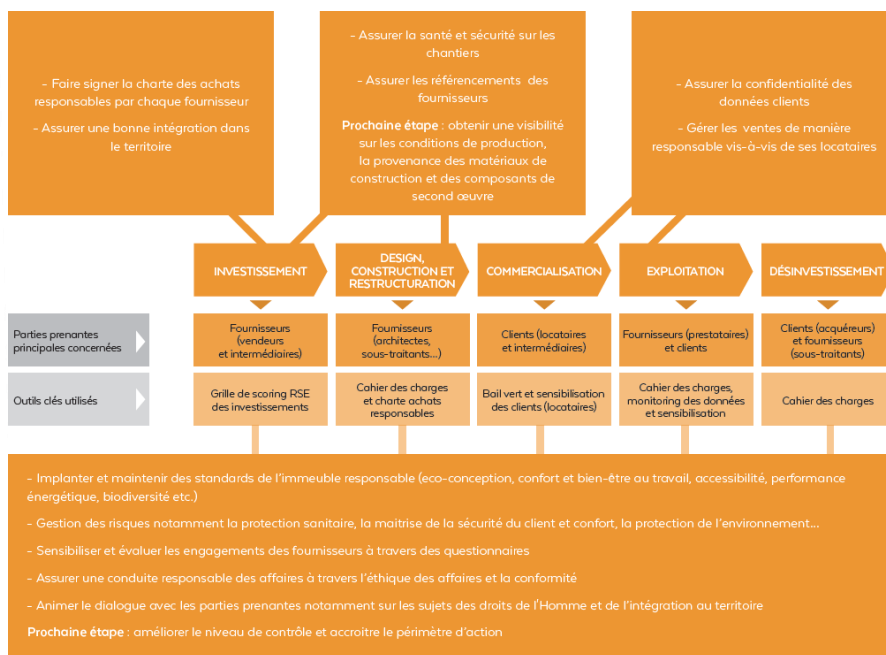
Les engagements en matière de ressources humaines, des achats responsables

Gecina s'engage au niveau opérationnel à respecter les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), à travers notamment ses politiques de gestion des Ressources Humaines et des Achats Responsables.

Le règlement intérieur, la Charte Ethique et l'Accord du 26 mars 2010 sur le harcèlement et la violence au travail prévoient des dispositifs de prévention et de gestion du respect de la dignité des personnes.

Une charte d'achats responsables a été mise en place depuis 2013, signée par le Directeur Général. Elle constitue le socle du dialogue que Gecina souhaite engager avec ses fournisseurs. En la signant, les fournisseurs et prestataires s'engagent notamment à respecter les droits de l'Homme dans leurs activités et tout au long de leur chaîne de valeur.

En 2015, Gecina a publié son premier Rapport Droits de l'Homme, l'occasion pour l'entreprise de dresser le bilan l'intégration des questions des Droits de l'Homme dans son business model, son organisation et sa chaîne de valeur.



p. 207 du document de référence 2015

www.gecina.fr

[Charte Achats Responsables](#)

Vous trouverez plus d'informations sur le rapport dédié :

[RAPPORT DROITS DE L'HOMME](#)



Critère 4 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes des Droits de l'Homme

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Processus pour s'assurer que les droits de l'homme internationaux sont respectés
- ✓ Sensibilisation interne et formations sur les droits de l'homme pour la direction et les collaborateurs
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les achats responsables

La quasi-totalité des fournisseurs et prestataires de Gecina exercent leur activité en France et sont tenus de respecter les réglementations locales.

En complément, Gecina a la volonté de respecter des standards éthiques de conditions de travail exigeants.

A ce titre, elle s'engage à :

- lutter contre le travail clandestin ;
- améliorer la traçabilité sociale et environnementale de ses principales références produit à travers les cahiers de charges, le bio-sourcing...

Gecina en attend autant de ses fournisseurs et prestataires qui, outre les réglementations nationales et locales, doivent respecter les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, et s'engager à les faire respecter tout au long de leur chaîne de valeur.

Ces éléments figurent dans la charte d'achats responsables de Gecina, signée par 91% des fournisseurs en novembre 2015.

[Charte](#)
[Achats](#)
[Responsables](#)

Critère 5 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux Droits de l'Homme

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Système pour surveiller l'efficacité et la mise en œuvre des politiques de droits de l'homme, avec des mesures quantitatives et qualitatives
- ✓ Suivi des retours d'informations internes et externes
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les achats responsables

Dans le cadre de la signature de la charte d'achats responsables, les fournisseurs et prestataires acceptent de transmettre à Gecina les informations relatives à leurs engagements dans la plus grande transparence.

En 2014, un questionnaire a été lancé en complément pour évaluer la performance RSE de ses fournisseurs. Cette évaluation vise à analyser les démarches engagées par les prestataires et fournisseurs concernant les enjeux sociaux (diversité, équité, démarche de formation), les impacts économiques et environnementaux, la formalisation des engagements RSE auprès d'un organisme indépendant, l'intégration des règles éthiques dans la conduite des affaires (transparence, prévention et lutte contre la corruption, code de conduite éthique, sensibilisation / formation), la politique des achats et la traçabilité des produits. Les fournisseurs qui ont répondu au questionnaire ont reçu une fiche récapitulant leur performance. Ceux ayant obtenu un score inférieur à 40% ont été sollicités pour échanger sur leurs pratiques, identifier des axes d'amélioration et co-construire des plans de progrès.

Depuis 2014, 405 des 780 signataires de la charte d'achats responsables ont reçu le questionnaire RSE.

Au total, 282 fournisseurs y ont répondu depuis 2014 :

- 57 lors de la campagne de lancement en avril 2014;
- 83 lors de la campagne d'avril 2015;
- 57 lors de la campagne d'octobre 2015.
- 85 lors de la campagne de juin 2016

Le référencement fournisseurs

Voir le critère 2

[Charte](#) [Achats](#) [Responsables](#)

p. 321-322 du document de référence 2015

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Principe N°3 : la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

Principe N°4 : l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

Principe N°5 : l'abolition effective du travail des enfants

Principe N°6 : l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

Critère 6 : La COP formule des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine des normes de travail

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagements spécifiques et politiques de ressources humaines alignés avec les priorités de développement national ou les priorités de travail décent dans les pays d'opération
- ✓ Intégration de références aux principes contenus dans les normes internationales du travail dans les contrats avec les fournisseurs et autres partenaires professionnels pertinents.
- ✓ Autres bonnes pratiques

La charte des achats responsables et accompagnements

Voir critères 2, 3, 4, 5

La politique diversité

En 2010, Gecina a signé la Charte de la Diversité, mettant ainsi en place une politique diversité ambitieuse construite autour des grandes thématiques : égalité professionnelle hommes/femmes, emploi des seniors ou le handicap.

En 2015, Gecina a signé la Charte LGBT, créée en 2012 et dont l'objectif est d'assurer un environnement de travail inclusif pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles ou transgenres (LGBT).

En 2015, Gecina s'est vue attribuer la Victoire d'Or 2015 « RSE, Mixité et Diversité » et une mention spéciale pour sa politique RH dans la catégorie « Immobilier » lors du prix organisé par le magazine « Décideurs » en décembre 2015.

p. 272 du document de référence 2015

La politique handicap

Compte tenu des progrès réalisés grâce à la convention signée en 2013 avec l'AGEFIPH, Gecina a souhaité poursuivre ses engagements par la signature d'un accord d'entreprise sur le handicap le 1^{er} octobre 2015. L'objectif est d'améliorer l'emploi des personnes en situation de handicap, dans le cadre d'une politique de gestion des ressources humaines adaptée et efficace.

p. 273 du document de référence 2015

ACCORD DE L'UES
GECINA

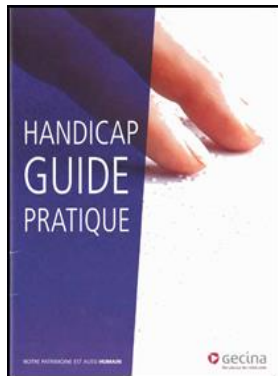
Critère 7 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs au travail

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Mécanismes de dialogues avec les partenaires sociaux pour discuter régulièrement et vérifier les progrès de l'entreprise relatifs aux normes du travail
- ✓ Attribution des responsabilités relatives aux normes du travail dans l'organisation
- ✓ Sensibilisation interne et formations sur les normes du travail pour les dirigeants et employés
- ✓ Engagements actifs avec les fournisseurs concernant les défis relatifs aux normes du travail
- ✓ Autres bonnes pratiques

La politique handicap

Afin de répondre aux objectifs du plan d'action, le comité de pilotage Handicap a déterminé et suivi les 6 axes suivants :

- sensibilisation et formation des collaborateurs : le guide « Handicap guide pratique » a été remis à tous les collaborateurs en novembre 2014, pendant la Semaine pour l'Emploi des personnes en situation de Handicap, ainsi qu'à tout nouvel embauché ;



- information et communication auprès des différentes parties prenantes internes et externes : Semaine pour l'Emploi des personnes en situation de Handicap, visites de Centres de Reclassement Professionnel « CRP »... ;
- recrutement et intégration de candidats en situation de handicap ;
- accompagnement des parcours professionnels des salariés handicapés ;
- maintien dans l'emploi des salariés devenus inaptes à leur poste de travail ;
- collaboration avec le secteur protégé et adapté

p. 273 du document de référence 2015

Document interne disponible sur l'intranet de Gecina

L'égalité homme-femme

En signant l'accord d'entreprise sur « l'égalité professionnelle entre les Femmes et les Hommes » le 1er juillet 2015, Gecina continue d'affirmer sa volonté de mener une politique active d'égalité de traitement entre tous les collaborateurs, sans distinction de sexe, via :

- des actions de communication et de sensibilisation ;
- la mixité de l'emploi et l'équilibre entre les femmes et les hommes lors des recrutements ;
- les parcours professionnels similaires (rémunération effective, formation, évolution de carrière) ;
- la conciliation vie professionnelle et vie familiale ;
- des conditions de travail favorisant l'égalité professionnelle.

L'entreprise consacre depuis 2011 dans son plan de salaire annuel une enveloppe dédiée à résorber les écarts de salaire les plus significatifs. En 2015, elle représente 43 000 euros.

Enfin la part des femmes dans le Conseil d'Administration est passée de 11% en 2010 à 50% en 2015, dépassant l'objectif de 40% fixé pour 2016.

Gecina est ainsi devenue la première foncière du classement Ethics & Boards des sociétés du SBF 120 les plus impliquées sur les enjeux de féminisation de leur gouvernance.

Document interne mis à la disposition des collaborateurs sur l'intranet de Gecina

p. 271 du document de référence 2015

[Communiqué de presse du 28 octobre 2015](#)

Critère 8 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés aux normes du travail

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Système pour tracer et mesurer la performance
- ✓ Dialogues avec les représentants des organisations de travailleurs pour vérifier régulièrement les progrès effectués et identifier conjointement les priorités pour l'avenir
- ✓ Autres bonnes pratiques

Le dialogue social

En 2015, 54 réunions ont été organisées dans le cadre du dialogue social. Celles-ci comprennent des rencontres ordinaires et extraordinaires avec le Comité d'Entreprise, les délégués du personnel et les membres du CHSCT, ainsi que des réunions de suivi des accords d'entreprise organisés sur des sujets divers (voir liste p. 270 Document de Référence).

p. 270 du document de référence 2015

La politique handicap

Le comité de pilotage Handicap initie et suit les résultats obtenus dans le cadre de cet engagement.

En 2015 :

- 81 % de collaborateurs ont été formés au handicap ;
- un partenariat pour l'accueil de stagiaires handicapés a été mis en place avec un CRP et 2 stagiaires ont été accueillis ;
- des indicateurs ont été définis pour prévenir la discrimination des collaborateurs handicapés dans leur carrière professionnelle ;
- 24 salariés sont reconnus en situation d'handicap (contre 12 en 2012) et travaillent dans l'ensemble des directions de l'entreprise. Des aménagements de poste ont été réalisés pour leur assurer confort et facilité de travail ;
- le recours aux Etablissement et Service d'Aide au Travail (ESAT) et Entreprises Adaptées (EA), dans le cadre de la politique d'achats responsables, s'est accru, générant 3,13 unités bénéficiaires ;
- au global, pour la deuxième année consécutive, le taux d'unités bénéficiaires du Groupe dépasse l'obligation légale des 6% et atteint 9,2% au 31 décembre 2015.

p. 273 du document de référence 2015

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Principe N°7 : adopter le principe de précaution face aux problèmes d'environnement

Principe N°8 : prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

Principe N°9 : favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Critère 9 : La COP fournit des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine du respect de l'environnement

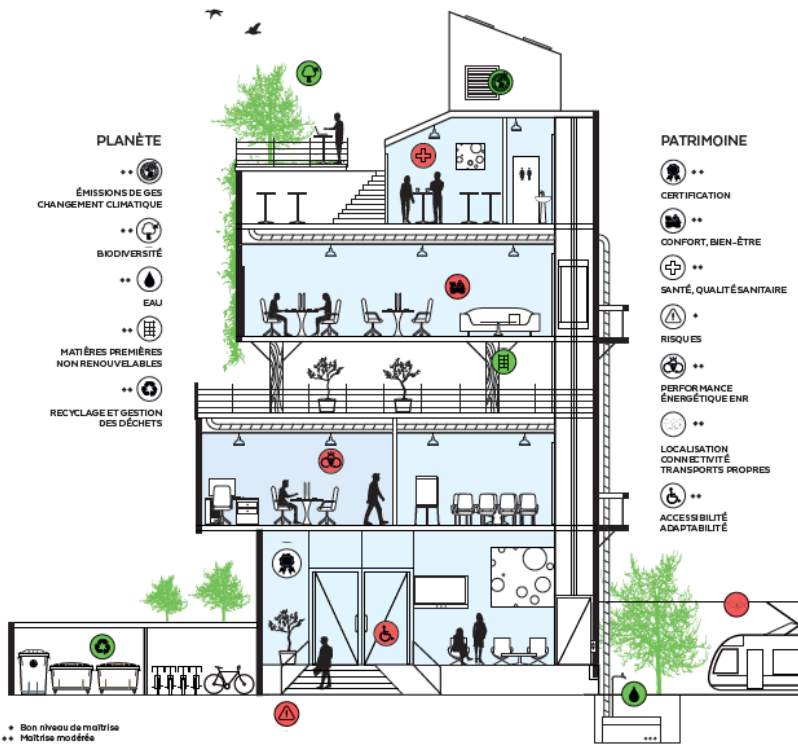
- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Réflexion sur la pertinence de la gestion durable de l'environnement pour l'entreprise
- ✓ Politique d'entreprise écrite sur la gestion durable de l'environnement
- ✓ Intégration de standards environnementaux minimums dans les contrats avec les fournisseurs et autres partenaires professionnels importants
- ✓ Engagements spécifiques et objectifs pour des années déterminées
- ✓ Autres bonnes pratiques

En 2008, Gecina s'est engagée dans une politique RSE ambitieuse, structurée autour de 17 enjeux clés pour lesquels des engagements ont été pris, des plans d'actions concrets mis en œuvre, des indicateurs clés de performance (KPIs) et des objectifs définis sur 2 périodes (2008-2012 / 2012-2016). Construite sur la base d'une approche systémique de l'activité, elle se développe à travers la recherche constante de l'innovation et s'articule autour du concept de « l'immeuble responsable »

p. 201 - 2017 du document de référence 2015

<http://www.gecina.fr/fr/rse/enjeux-et-parties-prenantes.html>

<http://www.gecina.fr/fr/rse/politique-et-performance.html>



Les engagements les plus emblématiques dans le domaine du respect de l'environnement sont les suivants:

L'amélioration des performances environnementales du patrimoine et de la maîtrise des risques environnementaux des actifs à travers notamment :

- la fixation d'objectifs et de plans d'actions externes de déchets, eau, ressources, énergie... ;
- le déploiement de la feuille de route climat ;
- le déploiement du scoring RSE des actifs du patrimoine de Gecina et outil de suivi de la performance énergétique ;
- l'évaluation des performances RSE liées à la qualité intrinsèque (hors impact des utilisateurs) et extrinsèque de l'immeuble ;
- la classification des actifs pour réaliser une analyse du portefeuille utile aux asset managers ;
- le déploiement de la RSE comme élément participant à l'asset review (investissement, arbitrage et business plan immobilier) par la création d'un outil d'évaluation des performances aidant à la décision dans le cadre des acquisitions, des cessions, de la maintenance, de la restructuration ou de la transformation des actifs ;
- l'intégration de critères et exigences RSE dans les cahiers des charges de maintenance et d'exploitation des bâtiments.

p. 203 – 204 du document de référence 2015

p. 205 – 206 du document de référence 2015

L'évaluation de la contribution de l'immeuble à la productivité et au bien-être des occupants à travers la valeur immatérielle :

Depuis 2013, Gecina mesure la performance de son parc en termes « d'efficacité productive », soit la contribution des immeubles au bien-être et à la productivité de ses occupants. En 2015, le périmètre d'analyse comprend les 82 bâtiments en exploitation.

Les données sources pour l'établissement de cet indicateur (les évaluations des caractéristiques de chacun des immeubles) sont également prises en compte pour déterminer les moyens d'améliorer les performances du patrimoine.

Afin de déterminer le coefficient d'efficacité productive de l'immeuble, plusieurs facteurs environnementaux sont pris en compte et sont évalués, notamment le confort thermique, la qualité de l'éclairage, contrôle de l'éblouissement par le soleil, qualité de l'air et de la ventilation, la qualité de la vue sur l'extérieur, la proximité d'espaces naturels, la performance acoustique interne et externe, la qualité des espaces de détente et notamment des espaces fumeurs ...

En 2015, 66 % des bâtiments ont été évalués en classe A, B ou C et offrent des conditions de bien être générant des gains de productivité théoriques supérieurs à 7 %.

La protection et la restauration de la biodiversité :

Gecina souhaite être un acteur de référence en la matière et développe de nombreuses actions pour mesurer son impact et favoriser la biodiversité urbaine.

La mise en œuvre de sa stratégie et le déploiement d'un indicateur de suivi (coefficient de biotope par surface) marque une maîtrise accrue de cet enjeu par rapport aux années précédentes.

Vous trouverez l'ensemble des actions réalisées par Gecina dans le rapport spécifique publié en 2015

p. 235 – 242 du document de référence 2015

p. 252 - 255 du document de référence 2015

[RAPPORT BIODIVERSITE](#)



Critère 10 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à l'environnement

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Evaluations des risques et impacts environnementaux et l'impact du cycle de vie des produits, assurant des politiques de gestion écologiques
- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Attribution des responsabilités dans l'organisation
- ✓ Sensibilisation interne et formation sur la gestion durable de l'environnement ✓
- ✓ Mécanismes de plainte, canaux de communication pour rapporter des préoccupations ou demander conseil concernant les impacts environnementaux
- ✓ Autres bonnes pratiques

La mesure de l'empreinte environnementale (énergie, émission de GES, déchets, eau) par :

- le déploiement d'une cartographie environnementale ;
- le déploiement de l'outil de mesure de la performance énergétique et de la consommation de l'eau des immeubles de bureaux (Hypervision) : en 2015, 36 immeubles de bureaux sur les 56 visés sont raccordés à cet outil ;
- la réalisation annuelle d'un bilan GES Groupe ;
- la mise en place de la démarche ISO 50011
- les mesures de préservation et optimisation de l'utilisation des ressources
- la signature de baux verts (annexes environnementales) et la concertation avec les locataires ;
- la mise en place d'une politique d'achats responsables.

La réduction et l'optimisation de l'empreinte environnementales de ses activités par :

- la détermination de plans d'actions sur les 12 thèmes de l'immeuble responsable ;
- la formation des collaborateurs ;
- la poursuite de la démarche siège exemplaire comme laboratoire des innovations responsables à développer sur le parc.

Le système de management et la démarche ISO 50001 pour l'énergie

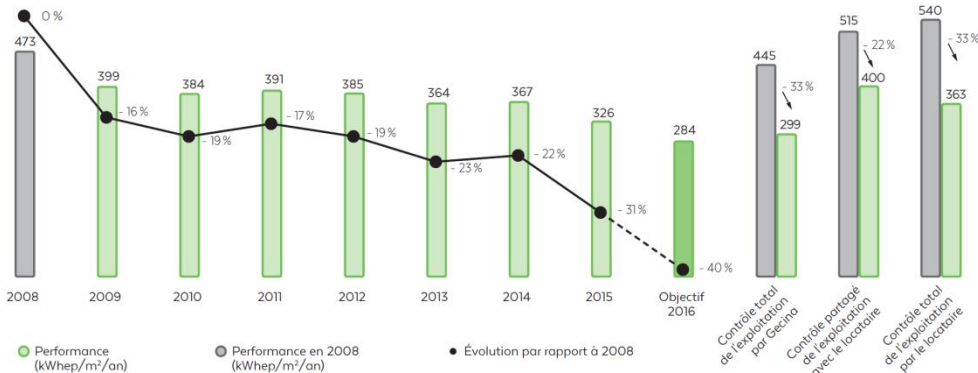
Pour accélérer la transformation de son patrimoine, Gecina a mis en place, dès 2010, un Système de Management Général. En 2015, Gecina est la première foncière française à être certifiée ISO 50001 pour une durée de 3 ans. Initiée en 2013, cette démarche est un gage de la volonté de Gecina à fiabiliser et renforcer son Système de Management de l'Energie.

p. 219 – 258 du document de référence 2015

p. 227 du document de référence 2015

Grâce à ces actions, des résultats concrets sont annuellement reportés :

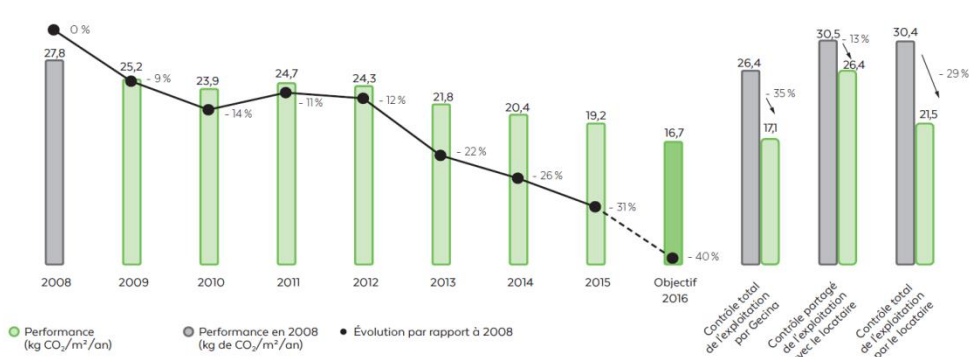
Moyenne des consommations d'énergie primaire (hors usage et à climat constant 2008) – bureaux



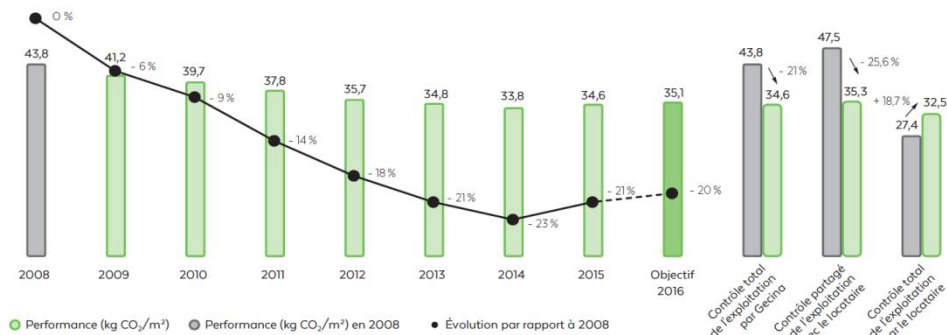
Moyenne des consommations d'énergie primaire (à climat constant 2008) – résidentiel



Moyenne des émissions de GES (hors usages et à climat constant 2008) – bureaux



Moyenne des émissions de GES (à climat constant 2008) – résidentiel



Page 221 du Document de référence 2015

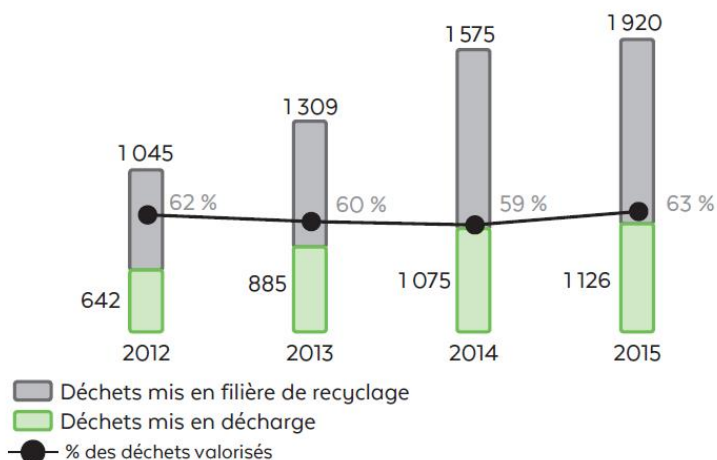
Page 224 du Document de référence 2015

Page 247 du Document de référence 2015

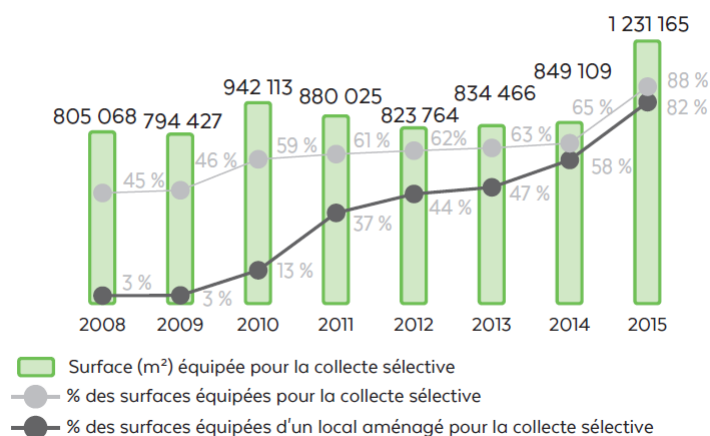
Page 248 du Document de référence 2015



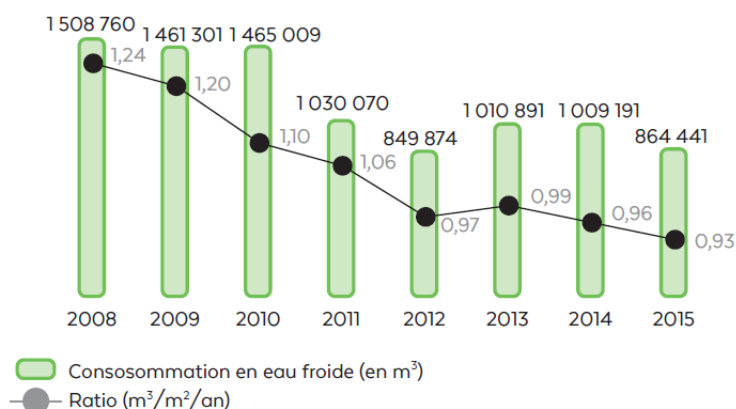
Évolution de la part des déchets mis en filière de recyclage (en tonnes)



Surfaces équipées pour la collecte sélective



Évolution de la consommation d'eau froide du patrimoine



Page 251 du Document de référence 2015

Page 256 du Document de référence 2015

La protection et la restauration de la biodiversité :

Le plan d'actions de la stratégie biodiversité de Gecina se découpe en 3 axes et 10 engagements :

Axe 1 : L'entreprise :

- intégrer la biodiversité dans le système de management responsable ;
- développer une culture interne de la biodiversité ;
- afficher l'engagement de Gecina en matière de biodiversité.

Axe 2 : Le patrimoine :

- réaliser un diagnostic écologique sur les sites à fort enjeu ;
- intégrer la biodiversité dans la phase conception/construction ;
- intégrer la biodiversité dans la phase d'exploitation ;
- intégrer la biodiversité dans la phase de rénovation.

Axe 3 : Les parties prenantes :

- sensibiliser les locataires et usagers à la biodiversité et répondre à leurs attentes en la matière ;
- associer les partenaires de Gecina dans la prise en compte de la biodiversité ;
- collaborer avec les acteurs de la biodiversité.

p. 23 du [RAPPORT BIODIVERSITE](#)

p. 252 du document de référence 2015

Critère 11 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à l'environnement

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Système pour tracer et mesurer la performance basé sur des mesures de performance standardisées
- ✓ Examen de la direction pour contrôler et améliorer les résultats
- ✓ Audits ou autres mesures pour contrôler et améliorer la performance des entreprises de la chaîne logistique concernant les impacts environnementaux
- ✓ Autres bonnes pratiques

L'application de référentiels et normes reconnus

- les mesures de contrôle et d'analyse des résultats des plans d'actions sont basées sur un protocole de suivi construit selon des référentiels internationalement reconnus (GRI) ou propre au secteur de l'immobilier et de la construction (EPRA, France GBC).
- à travers la certification ISO 50001, accordée en 2015 Gecina devient la première foncière en France à s'engager ainsi à respecter les lignes directrices, le processus de gestion et de contrôle des plans d'action en terme de gestion de l'énergie et de la performance énergétique.

p. 207 du document de référence 2015

[Communiqué de presse](#)

La certification des SMG

Ces systèmes de management sont reconnus par Certivéa pour le tertiaire et par Cerqual pour le résidentiel. Par ailleurs, ces indicateurs font l'objet d'une vérification par les Commissaires aux Comptes au niveau le plus élevé (assurance raisonnable).

p. 227 du document de référence 2015

Les audits par un organisme tiers indépendant avec un niveau d'assurance élevé

Dès 2010, en anticipation de la réglementation française, les informations relatives aux thématiques de la loi Grenelle II sont vérifiées par un organisme tiers indépendant accrédité. Pour certains indicateurs environnementaux et sociaux clés, Gecina a opté de façon volontaire au niveau de vérification le plus élevé. En 2015, le cabinet Mazars a été en charge de la mission de vérification.

p. 327 – 328 du document de référence 2015

POLITIQUES ET PROCÉDURES FIABLES CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Principe N°10 : Les entreprises sont invitées à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Critère 12 : La COP formule des engagements, stratégies ou politiques précis dans le domaine de l'anti-corruption

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagement de la direction envers la lutte contre la corruption
- ✓ Politique formelle et publique de tolérance zéro pour la corruption
- ✓ Engagement à se conformer à toutes les lois relatives à la corruption, mise en place de procédures pour connaître la loi et surveiller les évolutions
- ✓ Autres bonnes pratiques

La charte éthique

En plus du respect des recommandations de l'AFEP-MEDEF, Gecina a souhaité développer une charte éthique spécifique, partagée avec l'ensemble des collaborateurs et articulée autour des 8 thématiques suivantes :

- respect de la réglementation ;
- engagement du Groupe vis-à-vis de ses parties prenantes ;
- responsabilité sociétale du groupe ;
- comportement au travail ;
- conduite éthique des affaires ;
- confidentialité ;
- déontologie boursière ;
- droit d'alerter.

Cette charte a été actualisée en 2016 et sera diffusée à l'ensemble des collaborateurs à la fin de l'année.

Le dispositif de contrôle interne

Il comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'activités ayant pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données par les organes sociaux, conformément aux lois et règlements applicables et aux règles internes de l'entreprise ;
- de veiller à la sauvegarde des actifs, de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise
- de s'assurer que les informations comptables, financières et de gestion reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société

[Charte éthique](#)

p. 155-156 du document de référence 2015

p. 154 du document de référence 2015

L'engagement du Conseil d'administration

Cette charte éthique a été validée par le Conseil d'Administration du 14 décembre 2011 et signée par le Directeur Général.

Critère 13 : La COP décrit les systèmes de management en place pour intégrer les principes relatifs à la lutte contre la corruption

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Réalisation d'évaluation des risques pour les potentielles zones de corruption
- ✓ Procédures des RH qui soutiennent l'engagement ou la politique anti-corruption (communication et formation)
- ✓ Autres bonnes pratiques

La charte éthique

La charte éthique est remise à chaque salarié et tout nouvel entrant la reçoit avec un guide pratique.

p. 155 du document de référence 2015

La sensibilisation et la formation à l'éthique des affaires et à la conformité

Tous les nouveaux collaborateurs sont sensibilisés à cette thématique pendant le séminaire d'intégration. Ainsi, 90% des effectifs 2015 ont été sensibilisés.
Par ailleurs, la mise à jour de la Charte éthique en 2016 fera l'objet d'un engagement formalisé de la part de l'ensemble des collaborateurs.

p. 155 du document de référence 2015

Critère 14 : La COP décrit les mécanismes de contrôle et d'évaluation en place pour l'intégration des principes liés à l'anti-corruption

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Examen de la direction pour contrôler et améliorer les résultats
- ✓ Processus pour gérer les incidents
- ✓ Utilisation d'assurance externe indépendante pour les programmes anti-corruption
- ✓ Résultats des mesures de lutte contre la corruption
- ✓ Autres bonnes pratiques

La dissociation des fonctions de gouvernance :

La dissociation des fonctions entre le Directeur Général et le Président du Groupe garantit les conditions d'un plus grand respect des règles relatives à l'anti-corruption et de bonne gouvernance.

p. 156 du document de référence 2015

L'outil de contrôle :

Une procédure et des outils d'identification et de gestion des risques de blanchiment et de financement du terrorisme à l'attention des directions opérationnelles ont été mis en place en 2014.

Le système d'alerte : le « droit d'alerter »

Une adresse de messagerie est mise à disposition de tout collaborateur qui peut, ainsi, signaler de façon confidentielle des interrogations et doutes qu'il peut avoir face à une opération ou situation particulière au regard des règles applicables dans les domaines financier, comptable, bancaire ou de lutte contre la corruption et les pratiques anticoncurrentielles.

Le responsable de la conformité assure la gestion de ces alertes et peut, le cas échéant, solliciter un comité ad hoc.

http://www.gecina.fr/site/default/files/GECINA_Charte_Ethique_2013.pdf

p. 154 – 156 du document de référence 2015

Critère 15 : La COP décrit les contributions du cœur de métier aux objectifs et problématiques plus larges de l'ONU

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Aligner la stratégie du cœur de métier avec un ou plusieurs objectifs des Nations Unies pertinents
- ✓ Développement de produits, services et de modèles d'entreprises qui contribuent aux objectifs et thèmes des Nations Unies
- ✓ Adopter ou modifier les procédures opérationnelles pour maximiser la contribution aux objectifs des Nations Unis

Contributions du cœur de métier aux objectifs de l'ONU :
l'Accord de Paris du 22 avril 2016 et aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies :
Objectif 11 : Ville et communautés durables
Objectif 13 : Lutte contre le changement climatique
(Voir aussi critères 9 et 10)

Depuis 2007, Gecina a inscrit le développement durable dans son organisation et son mode de fonctionnement. En tant que société foncière, cela se traduit par le respect des lois sur la protection de l'environnement et l'intégration des engagements ambitieux dans le pilier « Planète » de sa politique RSE :

- atténuer ses émissions de GES et s'adapter au changement climatique ;
- optimiser l'utilisation des ressources et contribuer au recyclage des déchets ;
- assurer la protection et la restauration de la biodiversité ;
- préserver la ressource eau.

Chapitre 7 :
« Patrimoine »
« Planète »

p. 201 - 204 du
document de référence
2015

p.244 – 258 du
document de référence
2015

La « Feuille de route climat » de Gecina

Le secteur du bâtiment est le second plus important émetteur de gaz à effet de serre (GES). En tant que foncière détentrice de nombreux immeubles de tailles importantes région parisienne, Gecina se doit d'être un acteur responsable dans son cœur d'activité et de mettre en place des leviers d'actions afin de relever le défi d'une réduction massive de ses émissions et construire une ville durable.

Pour ce faire et conformément à son engagement de longue date, Gecina a construit en 2016 une Feuille de Route Climat en étroite collaboration avec les parties prenantes internes et externes avec pour ambition de mettre en place des actions concrètes déclinées à chaque métier de l'entreprise pour atteindre l'objectif de réduire de 60% son émission de GES à 2030 et assurer la neutralité de son parc en exploitation dès 2017. Cet engagement a été validé par le Comex et signé par le Directeur Général.

Après un temps d'observation, de diagnostic et de réflexion collective, les 4 axes d'action déterminées sont les suivantes :

1. Réduire les émissions de GES du parc en exploitation à travers la gestion de la consommation d'énergie
2. Éviter – compenser les émissions nettes du patrimoine afin d'atteindre la neutralité dès 2017
3. Viser la neutralité des programmes immobiliers en tenant comptes de l'empreinte carbone dans les choix constructifs d'un bâtiment
4. Engager les partenaires dans la démarche de réduction de l'empreinte carbone globale (étendue) de Gecina à travers des actions avec le clients, les fournisseurs et assurer l'appropriation de ces enjeux par les collaboration.

L'ensemble de ce projet d'entreprise est détaillé dans le Rapport feuille de route climat disponible en ligne.

p. 244 - 245 du document de référence 2015

Rapport feuille de route climat :

http://www.gecina.fr/sites/default/files/rapport_climat_juillet_2016.pdf



Critère 16 : La COP décrit des investissements stratégiques sociaux et de philanthropie

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Rechercher des investissements sociaux et des contributions philanthropiques
- ✓ Coordonner ses efforts avec d'autres organisations et initiatives pour amplifier- et ne pas nier ou dupliquer- les efforts d'autres contributeurs.
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les actions de la Fondation Gecina

Gecina soutient à travers sa fondation deux causes principales : la protection de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie et d'accessibilité des personnes en situation de handicap.

Ces engagements se traduisent par :

- des partenariats avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux, l'association CAPSAAA pour le déploiement de l'équipe nationale de Rugby fauteuil ou encore l'ONG Ashoka dans le cadre du programme Impact Handicap ;
- Le développement du mécénat de compétence (90,5 jours dédiés à des causes d'intérêt général en 2015) ;
- le parrainage de projet (85 depuis 2008).

En 2015, 94 salariés ont participé à l'ensemble des actions proposées, soit 21,45% des collaborateurs. L'objectif fixé à 20% est ainsi à nouveau atteint.

p. 293 – 294 du document de référence 2015

Le partenariat avec le programme « Nos quartiers ont des talents »

Depuis avril 2012, Gecina est engagée auprès de l'association « Nos Quartiers ont des Talents » afin d'accompagner et de conseiller dans leurs recherches d'emploi des jeunes diplômés (Bac + 4/5) issus de quartiers défavorisés.

Depuis le début du partenariat 80 jeunes ont été suivis par une douzaine de parrains bénévoles de l'entreprise et 29 d'entre eux ont trouvé un emploi.

p. 272 du document de référence 2015

L'aide à la réinsertion par le logement

Gecina poursuit son partenariat avec trois associations (Solidarités Nouvelles pour le Logement - SNL Paris, Habitat et Humanisme et Coallia) agissant dans le domaine de la réinsertion par le logement. Le Groupe leur loue à ces associations des appartements à des loyers préférentiels, inférieurs aux valeurs de marché. Si le logement social n'est pas la vocation de la foncière, le Groupe apporte ainsi sa contribution à la mixité sociale.

p. 293 du document de référence 2015

Critère 17 : La COP décrit une prise de position et un engagement en matière de politique publique

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Engagement public que l'importance d'agir sur un ou plusieurs objectifs / thèmes des Nations Unies
- ✓ Autres bonnes pratiques

Pacte Mondial :

Parmi les engagements auprès des instances représentatives au niveau stratégique, l'engagement au Pacte Mondial se place en premier. Cela est réaffirmé par le Président dans sa lettre éditoriale soulignant la volonté de Gecina d'aligner ses opérations et sa stratégie de développement non seulement les dix principes du Pacte Mondial mais également sur les 21 critères du niveau « GC Advanced ».

CDSB (Climate Disclosure Standards Board)

En 2010, Gecina a signé le CDSB incitant les entreprises à mieux intégrer le changement climatique dans leur reporting financier.

La fondation Palladio

Gecina est membre fondateur de la fondation Palladio, créée en 2008 sous l'égide de la Fondation de France autour de l'enjeu qu'est la construction de la ville de demain et de ses lieux de vie. Gecina est particulièrement impliquée dans la gouvernance (Conseil d'Administration) de la fondation, sa communication, le pôle Avenir Palladio via le forum des métiers de l'industrie immobilière, le pôle Recherche Palladio ainsi que la participation au Collège des auditeurs du cycle 2015.

Grâce au soutien de Gecina, la Fondation Palladio a notamment pu développer des projets tels que le 4^e cycle annuel sur le thème « La ville de demain pour quelles valeurs ? », développer les outils du Pôle Avenir Palladio pour les étudiants ainsi que les actions et publications du Pôle Recherche Palladio.

A partir de fin 2016, Gecina accueillera les bureaux de la Fondation Palladio au sein de ses locaux.

p. 218 du document de référence 2015

p. 292 -293 du document de référence 2015

Critère 18 : La COP décrit partenariats et une action collective

- ✓ Développer et implémenter des partenariats avec des organisations publiques ou privés sur le cœur de métier, les investissements sociaux et/ou plaidoyer
- ✓ Rejoindre des pairs de l'industrie, des entités des Nations Unies et/ou des parties prenantes sur des initiatives contribuant à la résolution de défis communs et les dilemmes au niveau local ou global
- ✓ Autres bonnes pratiques

Une participation active dans les instances représentatives et les think tanks

Gecina participe à 15 groupes de réflexion afin de contribuer et partager avec ses pairs les interrogations, les bonnes pratiques, les expérimentations et résultats des diverses innovations. De la même façon, l'entreprise est membre actif de plusieurs instances représentatives des métiers de la construction et de l'immobilier, et participe pleinement à la réflexion sur les nouveaux enjeux émergents et leur appréhension.

Gecina Lab

Dès la fin de l'année 2010, Gecina a créé son club de réflexion sur toutes les thématiques RSE : Gecina Lab, laboratoire de réflexion prospective, d'échange et de partage avec ses parties prenantes. Plusieurs conférences ont été organisées entre septembre 2015 et septembre 2016 avec un grand focus sur le thème de l'environnement, de l'innovation et de l'économie de partage :

- 22/09/2015 : « Le bien être de l'utilisateur au cœur du projet immobilier : l'exemple innovant du label WELL »
- 24/09/2015 : « Cristallin un immeuble de bureau facteur 4
- 24 novembre 2015 : « Le climat, à quel prix ? la négociation climatique »
- 12/04/2016 : « L'immobilier doit-il craindre les barbares ? : Comment les professionnels doivent-ils considérer la révolution immobilière initiée par les start-up?
- 11/03 2016 : « Le climat qui cache la forêt : la question climatique occulte-t-elle les problèmes d'environnement »
- 2/06/2016 : « L'immobilier a la main verte ! : comment la pierre peut-elle devenir un terreau fertile pour l'agriculture urbaine ? »

Pour partager ces échanges de réflexions et de bonnes pratiques ainsi que pour assurer la plus grande diffusion de ces événements, l'ensemble de ces conférences peut être visionné sur le site Internet de GecinaLab.

p. 283 – 286 du document de référence 2015

<http://www.gecinalab.fr/>

p. 282 du document de référence 2015

Critère 19 : La COP décrit l'engagement du Président et de la direction

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Le Président délivre un engagement public explicite, démontre un leadership concernant la RSE et l'engagement envers le Global Compact
- ✓ Le Président promeut des initiatives améliorant la durabilité du secteur d'activité de l'entreprise et conduit le développement de standards pour l'industrie.
- ✓ Le Président mène l'équipe de direction exécutive dans la conception de la stratégie de développement durable, définissant les buts et surveillant la mise en œuvre
- ✓ Intégrer les critères de développement durable et les principes du Global Compact aux objectifs et programme d'intéressement pour la direction

Un engagement clair et objectif

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la RSE est représentée au Comité Exécutif. La mise en place d'objectifs collectifs et individuels pour l'ensemble des directeurs témoigne d'une recherche de cohérence et d'efficacité maximale dans la mise en œuvre de la transformation de Gecina. Ces objectifs quantitatifs et qualitatifs, directement alignés sur l'avancement des indicateurs clés des plans d'actions (efficacité énergétique, taux d'instrumentation des immeubles, évolution de la relation client, biodiversité positive) ou le maintien d'un excellent niveau d'évaluation dans les indices RSE de référence (Carbon Disclosure Project, GRESB, Novethic ou DJSI), créent les conditions d'une mise en perspective des résultats concrets obtenus au-delà des déclarations stratégiques. Concernant la question de la lutte contre le changement climatique, la feuille de route climat de 2016 matérialise fortement cet engagement.

p. 204 / 218 / 259 du document de référence 2014

p. 204 / 218 / 259 du document de référence 2015

Rapport Feuille de route climat :
http://www.gecina.fr/sites/default/files/rapport_climat_juillet_2016.pdf

Critère 20 : La COP décrit l'adoption par le Conseil d'administration et de surveillance

- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Le Conseil d'administration (ou équivalent) assume la responsabilité et la surveillance de la stratégie et de la performance long terme de la RSE.
- ✓ Le Conseil d'administration établit, où cela est possible, un Comité de suivi ou attribue la RSE à un membre du Conseil.
- ✓ Le Conseil (ou le Comité), où cela est possible, approuve le reporting formel en matière de RSE (Communication sur le Progrès).
- ✓ Autres bonnes pratiques

Le suivi continu au plus haut niveau :
Voir critère 1

Critère 21 : La COP décrit l'implication des parties prenantes

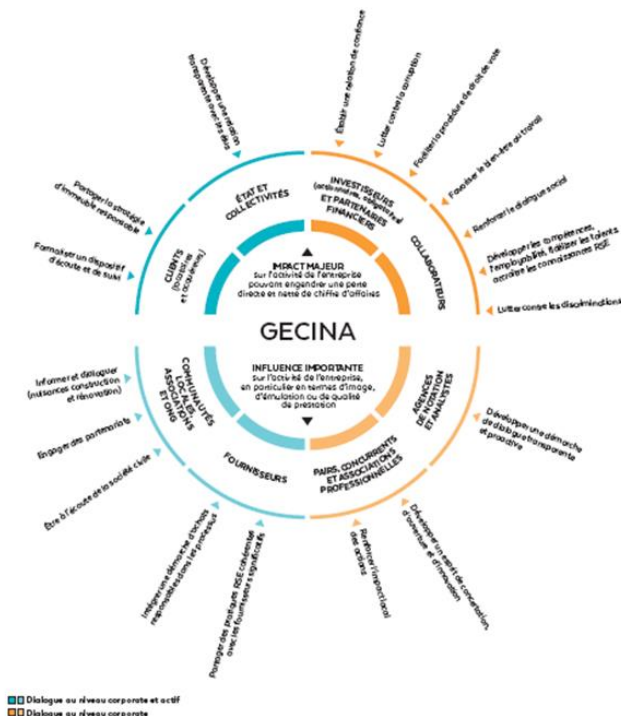
- ✓ Politiques, procédures et activités planifiées
- ✓ Responsabilité de l'entreprise publiquement reconnue pour ses impacts sur les parties prenantes internes et externes
- ✓ Définir les stratégies de développement durable, les objectifs et les politiques en consultation avec parties prenantes
- ✓ Consulter les parties prenantes concernant les dilemmes et les défis de mise en œuvre et les inviter à prendre part activement à l'examen de la performance
- ✓ Etablir des canaux de communication pour s'engager avec les salariés et autres parties prenantes pour entendre leurs idées, aborder leurs préoccupations et protéger les « lanceurs d'alerte »
- ✓ Autres bonnes pratiques

Les parties prenantes au cœur de la démarche RSE

Le dialogue avec les parties prenantes est au cœur des démarches de responsabilité sociétale des entreprises et constitue l'un des 17 enjeux clé de la stratégie RSE de l'entreprise. Il offre à Gecina la possibilité d'écouter des signaux utiles et de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue, d'ouverture et de transparence qui renforce sa compétitivité.

Pour ce faire, Gecina a élaboré une cartographie des parties prenantes, détaillant les interlocuteurs concernés, les sujets d'échange ainsi que les exemples de réponse et de dialogue engagé. Gecina a réalisé un rapport spécifique sur ses parties prenantes en 2015 détaillant cette démarche.

La cartographie des parties prenantes



<http://www.gecina.fr/fr/rse/enjeux-et-parties-prenantes.html>

p. 198 – 201 du document de référence 2015

RAPPORT PARTIES PRENANTES





Les modes de dialogue

Le dialogue bilatéraux

Gecina a identifié, en fonction de leur degré d'importance et de leurs relations directes et indirectes avec l'entreprise, huit groupes de parties prenantes : Etat et collectivités, clients, communautés locales et associations et ONG, fournisseurs, investisseurs et partenaires financiers, collaborateurs, agences de notation et analystes, pairs et concurrents et associations professionnelles. Ces parties prenantes peuvent être classées suivant le niveau auquel le dialogue avec elles nécessite d'être porté :

- niveau global de l'entreprise (corporate) ;
- à la fois niveaux global (corporate) et local (par actif).

Enfin, le niveau d'influence sur l'activité de l'entreprise est déterminé pour chacun des groupes de parties prenantes :

- impact majeur sur l'activité de l'entreprise pouvant engendrer une perte directe et nette de chiffre d'affaires ;
- influence importante sur l'activité de l'entreprise, en particulier en termes d'image, d'émulation ou de qualité de prestation.

Le comité des parties prenantes

Gecina a initié, en 2013, une démarche de consultation de ses parties prenantes sous forme de comité organisé sur une journée. Les compte-rendu de ces échanges sont disponible sur le site Internet de Gecina.

Les deux premières éditions ont eu lieu en octobre 2013 et avril 2014.

En 2015, pour construire sa feuille de route climat et élaborer une vision partagée de l'évolution de son patrimoine et de ses activités, Gecina a mobilisé l'ensemble de ses métiers et a souhaité confronter les orientations retenues à la vision d'experts représentatifs de ses parties prenantes au travers de deux ateliers, organisés les 27 et 29 octobre. Ainsi, 19 représentants de 15 parties prenantes ont émis des avis et recommandations sur les axes de travaux et hypothèses retenues par le groupe de travail interne constitué pour établir la feuille de route climat. Ceux-ci ont été pris en compte pour enrichir la proposition présentée au Comité Exécutif en fin d'année.

<http://www.gecina.fr/fr/rs/e/enjeux-et-parties-prenantes.html>

p. 198 – 201 du document de référence 2015

Rapport Feuille de route climat :

http://www.gecina.fr/sites/default/files/rapport_climat_juillet_2016.pdf

